

Les crédits

Le nombre de faillites chez les consommateurs à Ottawa est passé de 527 en 1984 à 1 214 pour l'année 1990, une augmentation de 130 p. 100.

Le nombre de faillites d'affaires est passé de 174 en 1984 à 314 en 1990, une augmentation de 80 p. 100, monsieur le Président. Et le nombre continue de s'accroître.

[Traduction]

Les conservateurs ont déjà atteint le haut taux de chômage qu'ils avaient prédit pour 1991, soit 10 p. 100. Nous l'avons appris jeudi dernier. De fait, ils ont dépassé la marque de 10 p. 100. L'Ontario connaît le taux de chômage le plus élevé depuis le mois d'août 1983, qui était de 9,5 p. 100. Dans l'année qui vient, les employeurs et les employés paieront deux milliards de dollars de plus en cotisations d'assurance-chômage pour compenser la mauvaise gestion des conservateurs.

Qui sait ce que nous réservent les prochains mois? Il est vrai que les conservateurs ne souhaitent pas rester au pouvoir. Ils tentent de détruire l'économie, mais s'attaquent également à d'autres secteurs. Sous le gouvernement conservateur, la productivité du secteur de la fabrication est à la baisse. Entre 1985 et 1988, son niveau s'est détérioré par rapport à celui d'autres pays industrialisés qui sont en tête de liste. L'Association des manufacturiers canadiens, qui ne compte pourtant pas parmi nos amis, prévoit que d'ici la fin de la récession, il y aura eu 180 000 emplois perdus dans le secteur manufacturier, dont la moitié le seront à jamais.

La qualité de la formation professionnelle offerte au Canada est un autre élément important qui influera sur notre prospérité à l'avenir. Le gouvernement conservateur a décidé de réduire de 100 millions de dollars les crédits consacrés à la Planification de l'emploi qui tend à aider les Canadiens à se recycler et à s'adapter à l'évolution du marché du travail. Selon une étude effectuée récemment par la firme Coopers and Lybrand, «le Canada souffre d'une pénurie d'ouvriers qualifiés. En outre, du fait que notre système d'éducation ne comporte aucun régime universel pour la formation dans les métiers et la reconnaissance professionnelle, notre main-d'oeuvre n'a pas les compétences voulues pour répondre aux besoins technologiques actuels». Ce sont là certains des problèmes.

Dans le cas des programmes d'apprentissage, Statistique Canada a découvert que presque la moitié des participants avaient abandonné en Ontario. Voici ce qu'on disait dans le *Toronto Star*, le 6 mars 1991: «Le taux d'abandon au Canada pour 1986-87 est de 40,6 p. 100, ce qui représente 49 620 décrocheurs.» En Ontario, ma province, le taux s'est élevé à 42,3 p. 100; ainsi 60 320 personnes ont abandonné les programmes de formation, car elles étaient en général insatisfaites de ces programmes.

C'est tout à fait inacceptable de la part d'un gouvernement. En 1985, dans un document de travail, le gouvernement ontarien, un gouvernement libéral, a relevé les mesures essentielles que le Canada devait prendre, afin d'améliorer son système de formation professionnelle. Il fallait premièrement élaborer et soutenir un système de formation complet et de première qualité, comparable à celui offert dans les pays auxquels nous livrons concurrence. On devait deuxièmement faire en sorte que la formation fasse partie intégrante de nos objectifs de développement industriel et il s'agissait troisièmement de veiller à ce que tous les Canadiens aient accès à des programmes de formation de qualité dans les régions et les entreprises. On concluait ainsi: «Le gouvernement devrait prendre l'initiative d'élaborer des programmes de formation répondant aux besoins sociaux d'une part et aux exigences industrielles d'autre part. Il faut faire en sorte de maintenir et d'améliorer, en termes réels, l'appui financier du gouvernement fédéral dans ce domaine.»

Je remarque, monsieur le Président, que vous me faites signe que mon temps de parole est écoulé. Monsieur le Président, une nation qui cesse de s'occuper de la formation et du perfectionnement de sa jeunesse remet en question son avenir même. Je suppose que nos collègues conservateurs d'en face s'en fichent éperdument, mais ce n'est pas notre cas, et le plus tôt nous nous débarrasserons du gouvernement actuel, le mieux nous nous en porterons.

Le président suppléant (M. DeBlois): Nous passons maintenant à la période de cinq minutes réservée aux questions et aux observations.

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Monsieur le Président, je veux seulement corriger quelques impressions laissées par mon collègue concernant les sciences et la technologie au Canada. Nos dépenses dans ce domaine sont passées de 4,1 milliards en 1984-1985 à 5,5 milliards de dollars pour l'exercice en cours, ce qui représente une augmentation réelle de 8 p. 100.

Mon collègue parle aussi du financement de la recherche et du développement au Canada.

Il devrait être mieux renseigné sur la nature exacte du problème. S'il examine le financement assumé par le secteur public—c'est probablement celui qui l'inquiète et qu'il critique—il verra que selon les derniers chiffres que j'ai, ceux de 1987, la Suède a dépensé 0,73 p. 100 de son PNB; la Suisse, 0,51; le Japon, 0,60; l'Allemagne, 8,2; les États-Unis, 0,45; le Royaume-Uni, 0,46; le Canada, 0,56 et l'Italie, 0,60. Nous ne faisons pas trop mauvaise figure en ce qui concerne les dépenses du secteur public, au Canada.

Le vrai problème se pose quand on regarde du côté de l'industrie. Permettez-moi d'énumérer, pour son édification, monsieur le Président, les dépenses de l'industrie en